

STATEMENTS
AND
SPEECHES



DÉCLARATIONS
ET
DISCOURS

91/3

Notes pour un discours
à la Chambre des communes
du très honorable Joe Clark,
secrétaire d'État aux Affaires extérieures,
sur la situation dans le Golfe persique

Ottawa (Ontario)
le 15 janvier 1991

Je veux féliciter le leader du Nouveau parti démocratique pour la nature sérieuse et réfléchie de ses observations. S'efforçant clairement d'être positive, elle a présenté, en termes très généraux, d'autres options qui lui semblent devoir être explorées.

Elle a fait valoir que nous vivons des moments extraordinaires. C'est vrai, et cela nous oblige à faire tout notre possible pour donner les meilleurs conseils pratiques que nous pouvons.

Nous pourrions tous les deux discuter de ce qu'est le «réalisme», mais elle conviendrait, je pense, que le gouvernement et le monde doivent avoir bien plus de précisions sur les autres options possibles. Elle n'a pas pu nous donner ces précisions aujourd'hui et nous espérons les recevoir plus tard.

Le nouveau leader de l'Opposition a essentiellement fait valoir quatre points.

Premièrement, il veut attendre que les sanctions aient de l'effet, mais sans dire à la Chambre combien de temps il se propose d'attendre; et il ne donne à la Chambre aucune preuve que le programme de sanctions que nous avons mis en place affectera le leadership politique ou la capacité militaire de l'Iraq. Je veux revenir à la question des sanctions, mais j'espère que les autres porte-parole du Parti libéral nous indiqueront bien plus précisément et exactement combien de temps ils veulent attendre.

Deuxièmement, il prétend que l'utilisation de la force dans le Golfe ne serait pas sanctionnée par les Nations Unies. C'est absolument faux. Dans ses articles 2 et 3, la résolution 678 «autorise les États membres qui coopèrent avec le gouvernement koweïtien, si au 15 janvier 1991 l'Iraq n'a pas pleinement appliqué les résolutions susmentionnées conformément au paragraphe 1 ci-dessus, à user de tous les moyens nécessaires pour faire respecter et appliquer la résolution 660 (1990) et toutes les résolutions pertinentes ultérieures et pour rétablir la paix et la sécurité internationales dans la région; demande à tous les États d'apporter l'appui voulu aux mesures envisagées au paragraphe 2 de la présente résolution».

Troisièmement, il propose de «rappeler» les troupes canadiennes.

Quatrièmement, il soutient curieusement, et sur un ton alarmiste, que nous ne devrions pas aider les Nations Unies à réussir au Koweït parce que l'ONU a échoué au Tibet, à Chypre et ailleurs.

Monsieur le Président, il y a 167 jours, Saddam Hussein envahissait brutalement le Koweït, sans provocation. C'est alors que la guerre a commencé. Aujourd'hui, le Koweït est toujours

occupé. Il a été pillé et plus de la moitié de sa population a dû fuir. Amnistie Internationale y a relevé des violations flagrantes des droits de la personne. Saddam Hussein a déclaré que le Koweït faisait irrévocablement partie de l'Iraq. Un pays souverain membre des Nations Unies est en voie d'anéantissement.

Depuis le début de cette crise, la communauté internationale s'exprime avec un consensus et une clarté sans précédent. Le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté douze résolutions, la plupart à l'unanimité, condamnant l'agression commise par l'Iraq, exigeant que celui-ci se retire du Koweït et lui imposant des sanctions pour le forcer à respecter les décisions prises par l'ONU. Il y a 48 jours, soit le 29 novembre, Saddam Hussein s'est vu accorder un «délai de grâce». Il s'agissait de donner une autre chance à la diplomatie et de tenter de convaincre l'Iraq que la communauté internationale ne bluffait pas et qu'elle recourrait à la force, si nécessaire, à l'expiration du délai. Cette résolution était claire. Elle indiquait qu'en signe de bonne volonté, un délai était accordé à l'Iraq pour lui donner une dernière chance.

Et hier, le Secrétaire général des Nations Unies, Javier Perez de Cuellar, rentrait d'Iraq découragé et convaincu qu'il est désormais pratiquement impossible d'espérer une solution diplomatique à la crise. Sur les conseils du Secrétaire général, les ministres européens des Affaires étrangères ont décidé de ne pas envoyer de délégation à Bagdad.

Depuis l'adoption de la résolution 678 du Conseil de sécurité, l'Iraq sait parfaitement que la communauté internationale ne bluffe pas. Mais ses troupes occupent toujours le Koweït.

Pendant ces 48 jours, des efforts diplomatiques d'une rare intensité ont été déployés. Le Premier ministre et moi avons indiqué que nous souhaitons décrire à cette Chambre certaines des activités que le Canada a entreprises depuis le début de cette crise. Je ne peux les énumérer toutes, parce que la liste est trop longue et que certaines de ces initiatives ne sont pas terminées. Mais je voudrais vous mentionner quelques-unes des activités que le Canada a menées au nom de la paix.

Premièrement, au plan bilatéral - et c'est peut-être l'une des actions les plus importantes qui aient été prises dans cette crise -, le Premier ministre s'est rendu à Kennebunkport pour une rencontre avec le président Bush, une rencontre prévue avant l'invasion du Koweït par l'Iraq. Des conseillers influents et respectés suggéraient alors au Président des États-Unis de lancer une attaque sélective. Le Premier ministre lui a dit que ce genre de politique ne serait pas acceptable au Canada et ne devrait pas être poursuivi par les États-Unis. Il n'y a pas eu d'attaque sélective. Cela a permis à la communauté interna-

tionale de poursuivre les efforts diplomatiques et la recherche d'une solution pacifique à cette crise.

Ce fut l'une des nombreuses occasions où nous avons pu faire appel à la relation bilatérale que nous entretenons avec les États-Unis, une relation que certains tournent en ridicule, mais une relation qui nous permet cependant d'exercer une grande influence sur une superpuissance. Dans ce cas précis, nous avons utilisé cette relation pour encourager les États-Unis à tenter de régler ce problème de concert avec le reste du monde.

Deuxièmement, nous avons joué un rôle extrêmement actif aux Nations Unies dès le commencement de la crise. Cette fois encore, les États-Unis ont été tentés de faire cavalier seul, de ne pas agir sous les auspices des Nations Unies. À nouveau, le Canada a dit que c'était une erreur. Que si l'on voulait que cette crise soit réglée efficacement et avec autorité, il fallait que cela se fasse sous l'égide et dans le cadre du mandat des Nations Unies. D'autres États ont recommandé la même approche. Finalement, les États-Unis ont résolu d'agir dans le contexte de l'ONU. C'est pourquoi le débat d'aujourd'hui ne porte pas sur ce qu'une nation pourrait faire, mais plutôt sur la question de savoir si ce pays appuiera les mesures que les Nations Unies ont décidé de prendre.

Nous avons aussi, évidemment, contribué très activement aux travaux des Nations Unies : en coparrainant les résolutions du Conseil de sécurité et, ce qui est encore plus important, en les préparant et en cherchant des moyens qui permettraient de rendre ces résolutions, et d'autres, acceptables à tous les États membres.

Troisièmement, étant donné notre poids en tant que puissance industrielle ayant des relations avec le Tiers monde, le Canada a entrepris une série d'initiatives s'appuyant sur l'idée que si Saddam Hussein acceptait d'écouter quelqu'un, ce serait bien plus vraisemblablement les autres chefs d'État du Tiers monde que ceux des pays développés.

Le Premier ministre a rencontré M. Perez de Cuellar à New York lorsqu'il s'y trouvait en qualité de coprésident du Sommet mondial pour l'enfance. Il lui a alors présenté une proposition tenant compte du fait que les principales victimes de cette invasion ne se trouvent pas exclusivement au Koweït. Ce sont aussi tous les pauvres du Tiers monde, ceux du Zimbabwe, du Bangladesh et des autres pays qui dépendent bien plus que nous de réserves de pétrole sûres et relativement bon marché. Beaucoup de ces pauvres sont musulmans. Beaucoup d'entre eux sont des gens dont le sort devrait directement intéresser Saddam Hussein.

Nous avons cependant compris que ces pays pouvaient plaider leur cause bien mieux que nous. Notre Premier ministre a

rencontré le président Diouf du Sénégal, qui est non seulement président de l'Organisation de l'unité africaine, mais aussi le nouveau président de la Conférence islamique et le président de La Francophonie. À la demande du Canada, qui lui a aussi accordé une certaine aide, le président Diouf a réuni d'autres chefs d'État du Tiers monde et a organisé une mission vers l'Iraq. Alors qu'il se trouvait à Paris en route pour Bagdad, il a reçu un appel de Saddam Hussein lui disant qu'il préférerait que la mission soit remise à plus tard, après la visite de James Baker, visite qui, grâce à Saddam Hussein, n'a jamais eu lieu.

Mais le Canada n'en est pas resté là. Le président Traoré du Mali coprésidait le Sommet mondial pour l'enfance avec le Canada. À la suite de conversations entre le Premier ministre du Canada et le président Traoré, ce dernier a envoyé son ministre des Affaires étrangères à Bagdad pour voir s'il pourrait y avoir des progrès. À son retour, celui-ci a fait rapport à ma collègue, la ministre associée de la Défense nationale, qui se trouvait là à Noël, et à d'autres hauts fonctionnaires, pour voir s'il y avait des progrès. Et nous avons fait de nombreuses autres démarches encore, par l'entremise du Commonwealth, de La Francophonie et d'autres relations du Tiers monde, conscients qu'il nous fallait faire tout ce qui était possible pour tenter de persuader Saddam Hussein de la gravité de cette question et de la ferme détermination du monde.

Quatrièmement, en ce qui concerne le maintien de la paix, il est possible que la présence de certaines forces de maintien de la paix s'avère nécessaire si nous réussissons à obtenir le retrait des forces iraqiennes. Il vaudrait mieux qu'elles soient en majorité arabes, mais il est évident qu'on aurait aussi besoin du type de connaissances et d'expérience que le Canada possède au plus au point. Les dirigeants égyptiens ont soulevé cette question avec nous, et ma collègue, la ministre associée, en a discuté pendant qu'elle se trouvait dans la région. C'était aussi l'un des éléments de l'offre présentée aux Nations Unies par le Premier ministre dans la lettre que j'ai remise l'autre soir.

Cinquièmement, pour ce qui est d'une solution arabe, en laquelle de nombreuses personnes ont cru durant une bonne partie de la crise, parce qu'elles estimaient que d'autres solutions ne fonctionneraient peut-être pas, le Canada a adopté une attitude énergique pour tenter d'inciter les dirigeants arabes à oeuvrer en ce sens, et à travailler de concert. À notre avis, il s'agissait entre autres d'essayer de surmonter, dans la pratique, les divergences qui séparaient le roi Hussein de la Jordanie d'autres dirigeants arabes, parce que le roi et son pays ont une importance fondamentale dans la région. Il aurait été préférable que ces nations oeuvrent à l'unisson plutôt que d'être en désaccord.

Il s'en est suivi un certain nombre de conversations, des contacts entre le Premier ministre et le Roi, entre le Premier ministre et le président Moubarak ainsi qu'avec plusieurs autres dirigeants. La visite que j'ai pu faire dans la région s'est également inscrite dans ce processus, et la longue conversation avec le roi Hussein au cours de laquelle nous avons discuté à fond et en détail de la question des otages, et au cours de laquelle nous nous sommes demandé si Saddam Hussein avait quelque raison que ce soit de continuer à les détenir. J'ai fait valoir au roi Hussein que la prise des otages n'avait aucun sens. Le roi Hussein m'a dit qu'il entendait retourner à Bagdad. Après ce voyage, à la suite de propositions qui lui ont été faites par le Roi, par Yasser Arafat et par d'autres, Saddam Hussein a décidé de laisser partir tous les otages.

Sixièmement, pour ce qui est des consultations, nous sommes régulièrement en contact tous les jours avec les ministres des Affaires étrangères et les chefs de gouvernement d'une cinquantaine ou d'une soixantaine de pays, pas seulement avec nos partenaires de la coalition, mais avec d'autres pays qui pourraient exercer une certaine influence. Le Premier ministre, en particulier, est régulièrement en contact avec le président Moubarak, le roi Hussein, le président Bush, le premier ministre Major, le président Mitterrand et le président Gorbatchev. Il y a deux jours, quand il a parlé au président Mitterrand, il a discuté des propositions qu'il avait soumises au Secrétaire général, et qui n'avaient pas encore été rendues publiques, et le président Mitterrand lui a alors indiqué qu'il y avait une grande similitude dans l'analyse et la façon de voir des deux gouvernements.

Bien entendu, cette activité se poursuit, comme nous l'avons dit durant la période des questions, alors que nous tentons de voir, au cours des heures qui restent dans cette pause qui a été accordée, s'il n'y a pas moyen de tenter d'encourager Saddam Hussein à saisir la perche qui lui est tendue.

Ces démarches ont été effectuées. Elles l'ont été par le Canada, et par d'autres pays, dans un effort extraordinaire pour régler la crise par la voie diplomatique.

Mais aujourd'hui, en ce 15 janvier, nous sommes dans une impasse et nous approchons d'un tournant. Il y a encore des chances de paix. Mais alors qu'auparavant nous étions dans l'expectative de la paix, elle ne représente plus aujourd'hui qu'un espoir, espoir qui diminue chaque fois que Saddam Hussein ferme une porte, avec chaque heure qui s'écoule.

Le Canada et le reste du monde doivent donc accepter le fait que l'Iraq nous entraînera peut-être dans un conflit. Il n'y a pas de bonnes guerres. La guerre est ce que le genre

humain a inventé de moins noble. Tout le monde veut l'éviter. Le moment est grave. Nous avons le devoir de déterminer pour nos concitoyens canadiens si la ligne de conduite que nous avons choisie est la bonne et s'il existe dans la pratique des solutions de rechange responsables. Il n'est pas question ici de tergiverser ou de s'esquiver, mais de trouver de véritables solutions de rechange. Par le passé, on a livré des guerres où le patriotisme a pris le pas sur la logique, où la fierté a bloqué le processus de paix, où l'émotion l'a emporté sur la raison. Il faut croire dans toute la mesure du possible que si un conflit éclate, ce ne sera pas une guerre comme celles-là.

Il y a quarante-six ans, les pays de la terre créaient une organisation - les Nations Unies - destinée surtout à maintenir la paix et la sécurité internationales. Les hommes et les femmes qui ont fondé cette organisation n'étaient pas des idéalistes. C'étaient des gens réalistes, épuisés par la guerre et remplis de douleur. Ils avaient constaté que les règles ne servent à rien s'il n'est pas possible de les appliquer. Ils savaient que, dans n'importe quelle société, les règles ne sont respectées que si elles sont appliquées, et que si elles ne le sont pas, elles perdent toute signification et que la société cesse d'être pacifique. Par conséquent, instruits par le triste sort de la Société des Nations et par les terribles conséquences de la politique d'apaisement, ils ont élaboré une Charte qui donnait à la communauté internationale le droit et la capacité de décourager les agressions et d'obliger ceux qui les commettent, par la force si nécessaire, à faire marche arrière.

Ces objectifs imprègnent les dispositions de la Charte des Nations Unies, qui sont toutefois restées lettre morte pendant des décennies parce qu'est survenue une nouvelle guerre - la Guerre froide - qui a fait de l'ONU l'ombre de ce qu'elle devait être. Nous avons donc assisté à des guerres - par douzaines - des guerres qui proliféraient parce que l'ONU était paralysée.

La diminution des tensions Est-Ouest a fait disparaître les vieilles excuses et ouvert la porte à de nouvelles possibilités. Nous avons maintenant l'occasion de faire en sorte que les Nations Unies soient unies non seulement de nom, mais aussi dans les faits.

C'est ce que nous avons accompli jusqu'ici en réaction à cette crise. Le Conseil de sécurité des Nations Unies a fonctionné comme ses architectes l'avaient prévu. La Charte des Nations Unies a été appliquée. Le processus consistant à assurer le respect des résolutions a été suivi.

L'heure approche où nous devons peut-être passer de la parole aux actes. C'est un moment difficile. Il serait peut-

être plus simple maintenant de reculer, de renoncer à nos principes et à nos engagements.

À ceux qui voudraient nous voir faire marche arrière, nous pouvons opposer des arguments troublants, et les amener à se poser de sérieuses questions.

À quoi serviraient les Nations Unies si nous disions maintenant que nous n'étions pas sérieux? Après douze résolutions - aussi claires les unes que les autres -, pouvons-nous prétendre que nous ne faisons que bluffer? Laissons-nous croire aux éventuels agresseurs qu'ils nous auront à l'usure et que nos principes sont vides de sens et nos paroles creuses? Le Canada, qui n'est pas une grande puissance, dit-il que le Koweït, qui n'est pas lui non plus une grande puissance, peut être sacrifié? Disons-nous que l'usage de la force et de la cruauté est récompensé? Tentons-nous de justifier une injustice en disant que nous avons déjà accepté des injustices sans réagir? Disons-nous que nous ne pouvons faire mieux que ce que nous avons déjà fait, que l'avenir sera semblable au passé, marqué par la guerre et les sacrifices ?

Si nous disions ces choses, nous envisagerions la destruction de l'Organisation des Nations Unies et de l'ordre international qu'elle a maintenant la chance d'édifier. Si nous disions ces choses, nous renierions les efforts de Louis Saint-Laurent et de Lester Pearson, des hommes qui ont vécu la guerre, des leaders qui ont vu 100 000 Canadiens donner leur vie dans des guerres déclenchées parce que la communauté internationale avait refusé de faire appliquer les règles qu'on disait universelles.

Certains Canadiens préfèrent peut-être une ONU qui parle à une ONU qui agit. Certains voient peut-être l'ONU comme une tribune pour les beaux discours et les nobles principes, mais pas comme une instance où le monde se retrouve pour prendre les difficiles décisions qu'exige la paix. Peut-être s'imaginent-ils que l'ONU est pour les gens qui ont des préoccupations, mais pas de convictions?

Monsieur le Président, on dit que nous n'avons pas attendu assez longtemps, que le message n'a peut-être pas été compris. Saddam Hussein a eu cent soixante-sept jours pour mesurer les conséquences de ses actions. Saddam Hussein sait ce qui l'attend. Monsieur Aziz l'a dit la semaine dernière à Genève.

Si nous devons faire du 15 janvier une date mobile qui pourrait être reportée au 15 février de cette année ou peut-être au 15 février de l'année prochaine, comment pourrait-on logiquement soutenir que Saddam traiterait alors plus sérieusement la détermination des Nations Unies d'agir?

Et si nous donnions plus de temps aux sanctions? C'est une question que le Gouvernement a sérieusement envisagée. Si le consensus international était maintenu pendant six mois ou un an, il ne fait pas de doute que l'économie iraquienne pourrait bien être sérieusement affaiblie. Mais ce n'est pas la fin de l'argument. Rien ne garantit que la faiblesse de son économie amènerait l'Iraq à sortir du Koweït. Les paroles et les actions de Saddam Hussein nous portent à croire que des milliers d'Iraqiens - hommes, femmes et enfants - et des milliers de Koweïtiens - que nous tentons de libérer - seraient condamnés à la famine avant que Saddam ne permette que son armée soit privée de quoi que ce soit. Sous ce régime de terreur, nous ne pouvons compter sur le mécontentement populaire pour dissuader un dictateur. Si l'échéance était reportée, le pillage du Koweït se poursuivrait, et nous pourrions nous retrouver à tenter de libérer une société qui a cessé d'exister.

Monsieur le Président, d'aucuns estiment qu'il s'agit ici d'un choix entre un présent pacifique - le statu quo - et une terrible guerre. C'est là une illusion dangereuse et trompeuse. Il n'y a pas de statu quo pacifique. La région du Golfe aujourd'hui - la totalité du Moyen-Orient - est une bombe à retardement, une véritable poudrière en proie à l'extrémisme et à la terreur. L'assassinat à Tunis hier d'Abu Iyad et d'Abu Al-Hol en est un exemple, tout comme l'effroyable violence des événements survenus à la mosquée de Jérusalem-Est en octobre, les explosions qui ont entraîné la mort de pèlerins à La Mecque en 1987 et en 1989, les émeutes qui ont secoué la Jordanie au milieu de l'année 1989 et la guerre civile au Liban. Nous avons là tous les ingrédients nécessaires à un carnage et à un chaos terrifiants. Cette tension est encore infiniment plus vive du fait de l'agression iraquienne. Tant et aussi longtemps que l'Iraq continuera d'occuper le Koweït, le compte à rebours se poursuivra et le monde jouera à la roulette russe avec son avenir.

Et à l'extérieur de la région, la dévastation et les privations continueraient et même s'intensifieraient si le monde tardait encore. Je ne parle pas ici de pays développés comme le Canada. Non, je pense plutôt aux pays en développement dont l'existence même en tant que sociétés fonctionnelles est menacée. Le terrible fardeau de la pauvreté devient de plus en plus insupportable. Les gouvernements en Afrique sont acculés à la faillite et risquent de se désintégrer. Les taux d'inflation doublent et triplent, les déficits gonflent et il est impossible de répondre aux besoins fondamentaux des populations. Des gouvernements africains ont même demandé au Canada s'ils pouvaient utiliser les crédits destinés à l'éducation pour acheter des produits de base! Leur développement de sociétés civilisées est compromis. Et en Europe de l'Est, l'escalade spectaculaire des cours pétroliers explique à elle seule pourquoi

les progrès accomplis à ce jour - et ceux qui devront être faits dans l'avenir - sont menacés. Le ministre des Finances de la Tchécoslovaquie, monsieur Klaus, m'a avoué en novembre que cette crise avait anéanti son plan de réforme économique et coûté des milliards de dollars à son pays. Saddam Hussein ne déstabilise pas seulement la région du Golfe. Il ébranle aussi l'Europe de l'Est, et l'Afrique, et l'Asie et l'Amérique latine.

Certains suggèrent plutôt de traiter avec Saddam. Laissons-le remporter d'autres victoires pour justifier son agression, disent-ils. Mais ce serait là le récompenser de son geste et inviter d'autres conflits et d'autres tyrans. Ce serait aussi absurde que de dire à un voleur de banque : «Tu peux garder l'argent volé ou nous le remettre contre de l'or». La loi et l'ordre public s'écrouleraient si les sociétés agissaient de cette façon. Ce n'est pas différent au plan international.

En ce moment même, on discute à New York des plans proposés par la France et par d'autres États. Ces plans contiennent des éléments positifs, bien que certains détails importants doivent encore être clarifiés. Ces propositions ressemblent fort à une proposition que le Premier ministre avait présentée au Secrétaire général avant son départ pour Bagdad. Cette proposition, une proposition canadienne, contenait les éléments suivants:

- une garantie internationale protégeant d'une attaque toutes les frontières de la région du Golfe;
- la mise en place d'un processus de règlement des différends entre l'Iraq et le Koweït;
- le départ d'Arabie saoudite de toutes les forces extérieures à la région et la création d'une force de maintien de la paix formée principalement d'États arabes;
- un ferme engagement de principe pour la mise en place d'un processus visant à régler les autres questions au Moyen-Orient.

Ces dispositions sont le fondement des propositions qui sont actuellement à l'étude. Ce qui manque maintenant, et ce qui a toujours manqué, c'est le geste qui mettrait le mécanisme en branle : l'engagement de l'Iraq à se retirer du Koweït et son retrait effectif et total de ce pays. Où est donc la réponse de l'Iraq?

Monsieur le Président, on nous dit qu'il y a d'autres façons de faire sortir Saddam Hussein du Koweït. Cela fait 167 jours que notre gouvernement, et le monde entier, s'efforce de trouver un moyen de l'en faire sortir sans conflit. Si quelqu'un

ici peut proposer un plan convaincant, pas un rêve, mais un vrai plan, c'est aujourd'hui que le Gouvernement et les Canadiens doivent en prendre connaissance.

Avant de terminer, je voudrais revenir au principe fondamental qui est en cause ici, soit l'édification et la protection d'un ordre international durable. Ce n'est pas une cause étrangère ou une fausse cause. C'est une cause canadienne. C'est une cause qu'il vaut la peine de défendre. Nous ne sommes pas une grande puissance. Nous ne pouvons imposer notre ordre ou ignorer les autres. Nous n'avons d'autre choix que d'édifier cet ordre en collaboration avec les autres.

Nous avons besoin de cet ordre. Nous avons besoin d'une coopération commerciale pour assurer notre prospérité. Nous avons besoin d'une coopération sur les questions de sécurité puisque nous ne pouvons donner nous-mêmes la sécurité à cet immense territoire à l'ère des armes nucléaires. Les Canadiens ont besoin d'un ordre mondial fondé sur la coopération parce que son absence signifierait que le plus fort l'emporte toujours.

Et cet ordre doit être édifié en coopération avec les autres. Ce n'est pas par accident que Lester Pearson et d'autres ont si activement contribué à préparer la Charte des Nations Unies et à la rendre viable. Ce n'est pas par accident que le Canada a si vigoureusement cherché à réformer l'OTAN, à renouveler le GATT, à renforcer la CSCE, à redynamiser le Commonwealth, à rendre l'OEA plus efficace, à donner un rôle vital à la Francophonie et à élargir la structure du dialogue avec la région Asie-Pacifique.

Et, Monsieur le Président, aucun autre pays du monde n'a appuyé plus activement, plus fidèlement et plus généreusement le développement d'un système onusien viable.

Si la situation dans le Golfe persique n'est pas réglée de la façon demandée par l'ONU et que Saddam Hussein se voit autorisé à garder les dépouilles de sa conquête, les Canadiens doivent accepter une ONU qui sera vouée à l'échec, une ONU qui sera incapable d'empêcher ou de faire cesser l'agression, une ONU qui sera bien moins capable d'aider à développer les pays, à nourrir les enfants affamés ou à assainir l'environnement. La communauté internationale ne fait que commencer à traiter l'ONU sérieusement. Ce n'est pas le temps d'arrêter.

Dans la crise du Golfe, la communauté internationale est revenue à l'ONU. Elle n'a pas abandonné sa Charte. Elle y est revenue. Et ce n'est pas contraire au maintien de la paix. Le maintien de la paix a été inventé parce que l'ONU ne fonctionnait pas, parce que les grandes puissances ne voulaient pas qu'elle fasse la paix mais qu'elle se limite plutôt à superviser les trêves. Ceux qui ont inventé le maintien de la

paix - dont Lester Pearson - ont déploré le fait que la communauté internationale ait été incapable de faire la paix. La crise du Golfe nous ramène au principe voulant que la meilleure garantie de la paix soit la garantie que l'agression ne sera pas acceptée.

Les États-Unis sont revenus aux Nations Unies. D'autres États aussi. De ce fait, des objectifs nationaux ont été modifiés, des compromis ont été acceptés et un consensus a été édifié. Quel intérêt une grande puissance pourrait-elle avoir à revenir plus tard à cette Organisation, à accepter des compromis et à rechercher un consensus si maintenant, après tous ces efforts, on laisse impuni l'un des pires actes d'agression en 50 ans? Et quels intérêts canadiens pourraient être servis en récompensant l'action unilatérale - que ce soit celle de Saddam Hussein ou d'autres agresseurs ou celle d'autres pays réagissant à une telle agression?

Je ne veux pas exagérer. S'il y a une guerre dans le Golfe, ce ne sera pas la dernière de toutes les guerres. Mais je ne veux pas non plus exagérer dans l'autre sens. Il n'y aura aucun espoir d'empêcher l'agression, aucun espoir de contrer l'agression et aucun espoir de maintenir la paix ou de faire la paix dans la coopération si la communauté internationale abandonne maintenant l'ONU.

Dans ses mémoires, Lester Pearson rappelle l'un des épisodes les plus affligeants de la diplomatie internationale des années 30, un épisode qui a contribué à ouvrir la voie à la Guerre mondiale qui allait suivre. Il s'agit de l'examen, par la Ligue des Nations, des mesures à prendre pour faire échec à l'invasion sans provocation de l'Éthiopie, autre petit pays, par l'Italie.

M. Pearson qui, à cette époque, était délégué canadien auprès de la Ligue des Nations, décrit la fermeté enthousiaste du début, le consensus encourageant sur la nécessité d'imposer des sanctions et de mettre fin à l'agression italienne.

Il détaille ensuite l'érosion graduelle de ce consensus, le fléchissement de la détermination, à mesure que la crainte gagnait un gouvernement après l'autre, tout préoccupés qu'ils étaient de leur propre intérêt égoïste. Ce qui aurait dû sauver la Ligue des Nations l'a en fait menée à sa perte, et le monde s'est rapproché à grands pas de la guerre. M. Pearson termine ainsi ses remarques:

«Pour que la sécurité collective soit vraiment garante de la paix, il faut que tous les États membres soient prêts et décidés à participer au genre d'action, économique ou militaire, qui s'impose précisément pour prévenir ou stopper l'agression. Si ce n'est pas le cas, un agresseur n'a rien

à craindre de la communauté internationale, si ce n'est des coups d'épingles.»

La paix a un prix. L'ordre n'est pas automatique. La sécurité doit être garantie. Lester Pearson le savait.

Monsieur le Président, je crois que nous avons seulement deux choix évidents. Le premier est de défendre nos principes et, ce faisant, de servir nos intérêts permanents à édifier un ordre international viable. Le deuxième choix est d'éviter le conflit à tout prix et, ce faisant, d'obtenir une paix qui est temporaire, une paix qui ne durera pas, une paix qui aura été achetée en récompensant la guerre.

Laissons cette génération et les Nations Unies faire le bon choix : un choix difficile, mais un choix que les futures générations respecteront.